

Plan de mise en œuvre Pays

Orange Knowledge

- I. Introduction
- II. Brève présentation du programme OKP
- III. Situation actuelle de la coopération
- IV. Identification des besoins (priority theme and education gap)
 - 4.1 Sélection du thème prioritaire: SAN
 - 4.2 Analyse du thème prioritaire
 - o *Analyse sectorielle succincte*
 - o *Inclusion et SAN*
 - o *Plan National de Développement du Burundi (PND 2018-2027, version provisoire) : orientations stratégiques relatives à l'agriculture, l'élevage et la sécurité alimentaire*
 - o *Stratégie d'intervention de l'ambassade du Royaume des Pays Bas en matière de SAN*
 - 4.3 Structure et état actuel de l'offre d'éducation dans le thème SAN
 - o Généralités
 - o *Aspects d'équité au sein du système scolaire en fonction du genre, du lieu de résidence (rural/urbain) ou de l'origine socio-économique*
 - o *Offre d'éducation spécifique au thème SAN (enseignement supérieur et enseignement technique et professionnel)*
 - o *Principales parties prenantes (inter)nationales et régionales qui sont les points de référence pour le secteur*
 - 4.4 Lacunes en matière de formation et éducation dans le thème SAN et axes d'intervention OKP au Burundi
- V. Réalisations attendues du programme et théorie du changement
- VI. Articulation du programme et procédures de publication des appels à propositions
- VII. Budget indicatif pour le programme
- VIII. Coordination avec d'autres programmes
- IX. Suivi du programme

Liste des abréviations

APEFE – Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
BDCT - Bureau de Développement des Compétences Techniques
BMD – Bachelor, Master, Doctorat
CAMES - Conseil Africain et Malgache pour l'enseignement supérieur.
CEM – Centre d'Enseignement des Métiers
CFP – Centres de Formation professionnelle
CNES – Commission Nationale de l'Enseignement Supérieur
CPI – Country Plan of Implementation
DGAEMFPA - Direction Générale de l'Administration de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation
EAC – East African Community
EFTP – Enseignement et Formation Technique et Professionnel
EKN – Embassy of the Kingdom of the Netherlands
ENABEL – Agence Belge de coopération (ex-CTB)
FABI – Faculté d'Agronomie et de Bio Ingénierie
INSP – Institut National de Santé Publique
ISABU – Institut
ITAB – Institut Technique Agricole Burundais
IUCEA – Inter University Council of East Africa
MAE – Ministère des Affaires Etrangères
MASP – Multi Annual Strategic Plan
MEESRS – Ministère de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MFPTÉ – Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi
MINAGRIE – Ministère de l'agriculture et de l'élevage
NFP – Netherlands Fellowship Programme
NICHE - The Netherlands Initiative for Capacity development in Higher Education
OKP – Orange Knowledge Programme
PIP – Plan Intégré Paysan
SAN – Sécurité Alimentaire et Nutrition
SDSR – Santé et Droits Sexuels et Reproductifs
TMT – Tailor Made Training
TVET – Technical and Vocational Training
UB – Université du Burundi
UE-ACP – Union Européenne – Afrique Caraïbes Pacifique

I. Introduction

Ce plan de mise en œuvre pays (Country Plan of Implementation – CPI) décrit les objectifs et les ambitions de la mise en œuvre du programme OKP au Burundi. Il est le fruit d'un processus d'identification dans lequel les besoins au Burundi en termes de capacités ont été analysés, sur la base d'une revue bibliographique et de discussions avec les parties prenantes. Cette approche a débouché sur la définition de domaines d'intervention prioritaires et la formulation de résultats à atteindre.

L'organisation néerlandaise pour l'internationalisation de l'éducation (Nuffic) administre ce programme au nom du Ministère des Affaires Etrangères (MAE) des Pays-Bas. Nuffic est responsable de sa mise en œuvre et de son suivi conformément à chaque plan de mise en œuvre pays (CPI).

II. Brève présentation du programme OKP

Le programme Orange Knowledge (OKP) est le successeur des programmes de bourses néerlandais (NFP) et de l'initiative néerlandaise pour le renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur (NICHE). OKP est le résultat de la fusion de ces deux programmes précédents en une seule approche intégrée. De nouveaux éléments y sont aussi ajoutés, notamment une implication accrue des Alumni, un accent sur une coopération renforcée entre les établissements d'enseignement, de recherche et d'expertise et une communication axée sur la présentation des résultats.

L'objectif principal est de contribuer au développement durable et inclusif à travers le renforcement d'organisations clés pour le développement sectoriel dans les pays partenaires de OKP. Cet objectif sera atteint en développant les capacités, les connaissances et les qualités des individus ainsi que des organisations actifs dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels / de l'Enseignement Supérieur (EFTP / ES) et dans d'autres domaines liés aux thèmes prioritaires pour les pays partenaires de OKP.

Le programme OKP a une durée de cinq ans et sera mis en œuvre à travers trois types d'interventions :

- Bourses individuelles,
- Formations de groupe (TMT et TMT+) et
- Projets institutionnels axés sur l'amélioration durable des capacités de l'enseignement technique, professionnel et supérieur.

Veuillez-vous reporter à l'annexe 1 pour plus d'informations sur OKP.

III. Situation actuelle de la coopération

Depuis 2014 le Burundi est un pays partenaire des programmes Néerlandais de développement des capacités gérés par Nuffic et bénéficie du programme NICHE. En accord avec les priorités de la coopération bilatérale, l'accent pour NICHE a été mis sur la thématique de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR). L'identification et la publication des appels d'offre a coïncidé avec une période tendue d'insécurité majeure au Burundi (2^{ème} semestre 2015). Par conséquent, un seul projet NICHE a pu voir le jour et est actuellement en cours au Burundi. Il s'agit du projet d'Appui à la réforme du Programme de Médecine¹.

¹ <http://www.rtnb.bi/fr/art.php?idapi=1/8/108>

En matière de formations de groupe (Tailor Made Trainings – TMT), huit formations ont été mises en œuvre dans les dernières années, dont cinq dans la thématique Sécurité Alimentaire et Nutrition (organisations sollicitantes : ISABU, FABI/UB, Christa Farm, Association Abaremeshamahoro), deux dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs (organisations sollicitantes : INSP, Association Pour la Promotion de la Communication « PARLE ») et une dans le domaine de la gouvernance (organisations sollicitantes : ENA).

En matière de bourses individuelles (Master, PhD, formations courtes) offertes par le programme NFP, force est de constater que très peu de bourses ont bénéficié au groupe ciblé : les professionnels en milieu de carrière (mid-carrer professionals). Cela s'explique en partie par le fait que le Burundi est un pays francophone et que les bourses offertes dans le cadre du programme NFP requièrent toutes un niveau d'anglais élevé et validé par le TOEFL. Une autre raison réside dans le manque de visibilité au Burundi de ce programme de bourses et le manque de préparation des candidats potentiels.

Le contexte socio-économique au Burundi a été marqué en 2015 par des luttes politiques de grande ampleur alors que le président Pierre Nkurunziza a opté pour un troisième mandat, une tentative de coup d'État a échoué et les élections parlementaires et présidentielles ont été largement critiquées par les membres de la communauté internationale. Le 14 mars 2016, le Conseil Européen a conclu la procédure de consultation avec le Burundi au titre de l'article 96 de l'accord de partenariat UE-ACP (accord de Cotonou). Les propositions d'engagements présentées par le gouvernement burundais ont été jugées insuffisantes pour répondre aux préoccupations de l'UE (des principes et valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de l'État de droit sur la base de l'accord de Cotonou et des principes énoncés dans les accords d'Arusha). L'UE a par conséquent suspendu les appuis financiers directs fournis à l'administration burundaise, y compris les appuis budgétaires, mais maintient intégralement son soutien financier à la population et son aide humanitaire.

IV. Identification des besoins

Cette section décrit les principaux résultats de l'évaluation des besoins et couvre les thèmes genre / inclusion et marché du travail en lien avec l'éducation post-secondaire dans le contexte des thèmes prioritaires sélectionnés.

4.1 Sélection du thème prioritaire

- Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) ;

Le thème de la Santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) est inclus dans ce document de programmation, comme axe d'intervention secondaire en prolongement des interventions sous NICHE et en complémentarité des interventions bilatérales.

4.2 Analyse du thème prioritaire : Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN)

➤ Analyse sectorielle succincte

Le Burundi peut être considéré comme le pays de la région des Grands Lacs où les problèmes de pénurie de terres et de perspectives de croissance économique à court terme sont les plus graves. Il est également le plus vulnérable aux chocs économiques et aux fluctuations des prix des aliments causés par les conditions météorologiques extrêmes dans la région de l'Afrique de l'Est, qui devraient s'intensifier avec le changement climatique.

Le Burundi est le deuxième pays le plus pauvre au monde et l'agriculture y forme la base de subsistance de la majorité de la population. Elle fournit du travail à plus de 85% de la population active². Environ 1,2 million de ménages ruraux pratiquent l'agriculture de subsistance. Ils produisent à peine pour le marché et récoltent souvent même une nourriture insuffisante pour leurs propres besoins. Si les cultures de rente telles que le thé et le café représentent 80% des recettes d'exportation, c'est la production vivrière qui occupe 90% des surfaces agricoles. Ces cultures vivrières (banane, haricot, maïs, petits pois, patates douces, pommes de terre, sorgho, riz, manioc, etc.) sont à 80% autoconsommées.

Une enquête du PAM de 2016³ a mis à jour les informations sur la situation de la sécurité alimentaire au Burundi. Cette enquête a conclu que presque un ménage sur deux (46%) est en insécurité alimentaire, soit environ 4,7 millions de personnes. La situation de sécurité alimentaire présente de fortes disparités en fonction des régions : dans les provinces rurales, en moyenne 48.3% des ménages sont en insécurité alimentaire contre seulement 9.3% à Bujumbura mairie (figure 1). Selon l'édition 2018 du rapport conjoint 'Joint child malnutrition estimate' de l'UNICEF, OMS et Banque mondiale, le Burundi présente le taux le plus élevé de retard de croissance pour les enfants de 0 à 5 ans⁴.

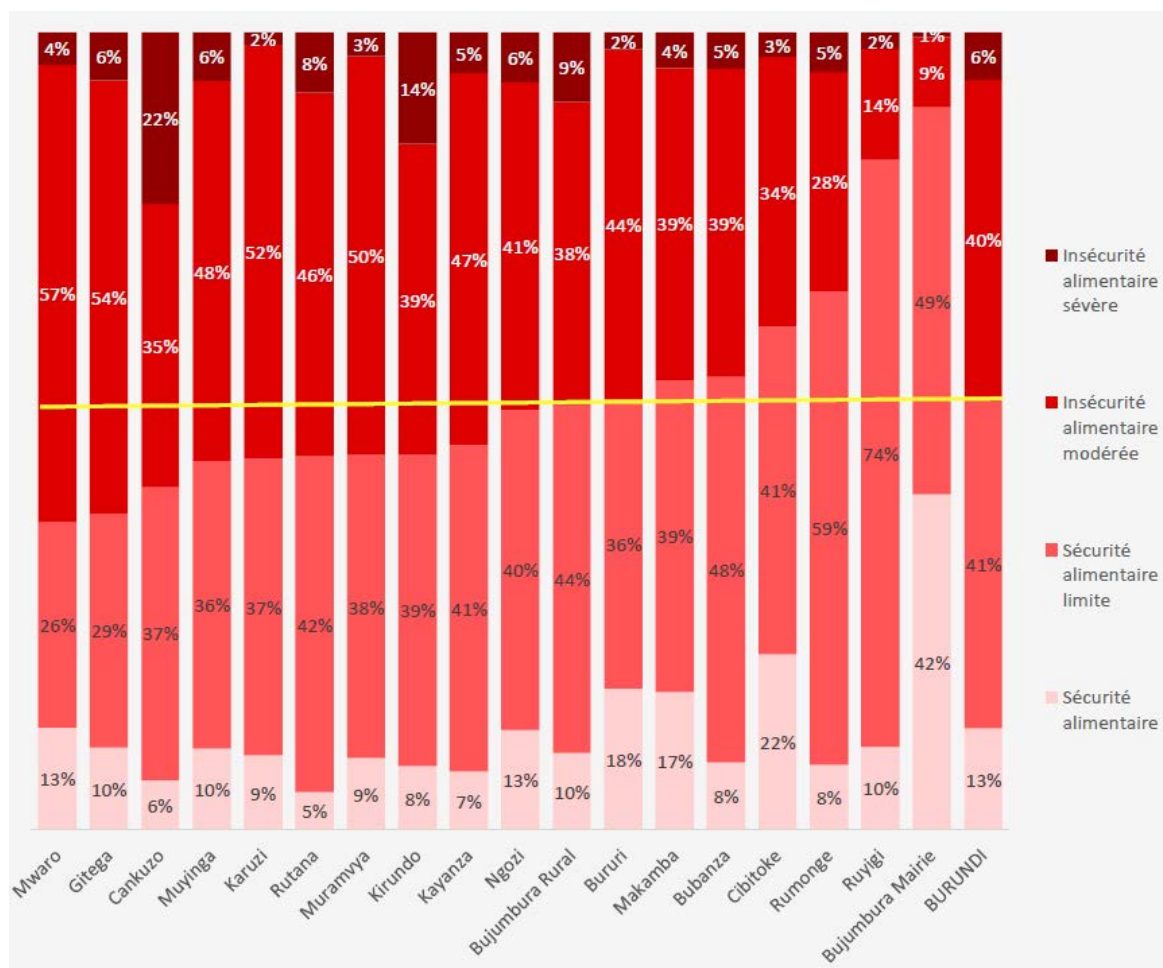


Figure 1 : Distribution géographique de l'insécurité alimentaire (source PAM, 2016)

² <https://passthrough.fw-notify.net/download/482087/http://documents.worldbank.org/curated/en/533871484310834777/pdf/107047-FRENCH-PUBLIC-Rapport-sur-la-pauvrete-au-Burundi.pdf>

³ https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/rapport_efs_a_wfp_versionfinale_24_may_2016.pdf

⁴ <https://data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/>

Si les obstacles sont nombreux et les capacités de production encore très faibles, le Burundi dispose en revanche de beaucoup d'atouts pour son développement agricole: plusieurs saisons de culture tout au long de l'année, la variété des écosystèmes, la présence de marais non exploités, de plaines irrigables et le vaste réseau hydrique.

Les principaux obstacles à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burundi sont les suivants :

1. La production agricole reste faible :
 - a. Difficultés **d'accès au foncier**, en lien avec la pression démographique : La population burundaise a doublé en moins de trente ans (de 4 millions d'habitants en 1979. La dernière estimation estime à 11,4 millions d'habitants en 2018⁵). Avec un taux de fertilité est de 5,6 enfants par femme⁶ et une forte densité de population (aux alentours de 400 hab/km²) la taille moyenne des exploitations est en constante diminution (de 1ha en 1980, à 0,8ha en 1990, à 0,5ha en 2009 et projetée à 0,2 ha en 2050) ;
 - b. Contraintes au niveau des **sols** : faible fertilité, fortes pentes (sensibilité à l'érosion) ;
 - c. **Utilisation sous-optimale des intrants** : semences et plants sélectionnés, races animales améliorées, fertilisants, pesticides, matériel agricoles ;
 - d. **Aléas climatiques** ;
 - e. Manque de diffusion des **bonnes pratiques agricoles** (e.g. maîtrise de l'eau, aménagements des pentes, agroécologie, etc.).
2. La valorisation et l'utilisation de la production agricole sont sous-optimales :
 - a. Insuffisance des technologies de **transformation** et de **conservation** des produits agricoles ;
 - b. Faiblesse des **infrastructures** de transport en milieu rural ;
 - c. Manque de **connaissances** des ménages sur les principes de base nutritionnels / bonnes habitudes alimentaires ;
 - d. **Pauvreté** et **démographie galopante** : manque de revenus pour diversifier, trop de bouches à nourrir.
3. Contraintes institutionnelles et de l'environnement (*enabling environment*) :
 - a. Accès limité au **crédit** ;
 - b. Faiblesse des **organisations paysannes** ;
 - c. Faiblesse des **services d'encadrement à la production** (institutions de recherche, de vulgarisation) ;
 - d. Faiblesse du **système d'enseignement**, du primaire au supérieur (institutions d'enseignement).

De toute évidence, de nombreux facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ne peuvent être influencés par OKP (comme la disponibilité des terres pour l'agriculture ou les aléas climatiques). OKP peut en revanche contribuer à résorber un certain nombre des obstacles identifiés, bien que la contrainte budgétaire impose de se concentrer sur un nombre d'intervention limité. Afin de tirer le meilleur parti du budget disponible, l'accent sera mis sur les initiatives qui s'appuient sur les efforts existants de l'EKN.

➤ Genre et SAN

La production agricole est en grande majorité dédiée aux femmes. Le Burundi reste une société patriarcale où les violences basées sur le genre sont devenues tragiquement courantes au cours de la guerre civile. De fait, la place des femmes dans la société burundaise reste subordonnée à celle des hommes. En 2012 elles comptaient pour 80 % de la main-d'œuvre agricole et étaient responsables de 84 % de la production vivrière. Mais cette prédominance des femmes dans le secteur agricole est associée à une précarité

⁵ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/by.html>

⁶ <https://www.unfpa.org/data/world-population/BI>

importante – seulement 17,7 % des femmes ont accès à la propriété en milieu rural, contre 62 % chez les hommes. Le développement du secteur agricole passera donc obligatoirement par l'appui aux exploitations dirigées par des femmes.

- *Plan National de Développement du Burundi (PND 2018-2027, version provisoire) : orientations stratégiques relatives à l'agriculture, l'élevage et la sécurité alimentaire*

La politique du secteur vise à assurer la sécurité alimentaire pour tous, promouvoir l'innovation et le développement des filières, promouvoir l'agro business, augmenter les revenus des ménages, procurer des devises, fournir la matière pour le secteur industriel et créer des emplois dans le secteur de la transformation et des services.

Pour réaliser cet objectif le PND se propose de mettre en place les trois objectifs stratégiques suivants :

- (i) renforcer des capacités institutionnelles du MINAGRIE,
- (ii) accroître durablement la production agricole, animale et halieutique et
- (iii) professionnaliser les producteurs et développer des initiatives privées.

- *Stratégie d'intervention de l'ambassade du Royaume des Pays Bas en matière de SAN*

Le programme OKP au Burundi s'inscrit dans le cadre général de la note de politique pour le commerce extérieur et la coopération au développement⁷, publiée en mai 2018 par le Ministère des Affaires étrangères. Cette note reconnaît notamment le **rôle de l'enseignement et de la formation (professionnel)** dans la lutte contre la pauvreté (la formation agricole y est spécifiquement mentionnée) et l'importance **d'augmenter la résilience des agricultures**, dans le cadre du changement climatique.

Un autre document stratégique d'importance dans l'élaboration de ce document de programmation pays et dans le montage des futures interventions est le rapport **d'évaluation de la politique de sécurité alimentaire néerlandaise 2012-2016**⁸. Ce rapport recommande notamment pour contribuer davantage à la réduction de la faim et de la malnutrition, de développer une approche plus holistique qui considère le système alimentaire dans son ensemble: des consommateurs aux producteurs en passant par les commerçants et transformateurs.

Le précédent document de programmation de l'ambassade ([MASP 2014-2017](#)) est en cours de révision. En matière de SAN, il mettait l'accent sur une productivité agricole accrue, durable et résiliente face au climat, principalement concentrée dans les trois provinces les plus touchées par les problèmes de sécurité.

Un nouveau plan stratégique est en cours de montage. L'ambassade a partagé avec Nuffic les contours de son futur plan annuel. La volonté de l'ambassade pour ce nouveau plan est d'agir dans une logique d'intégration de toutes les interventions (programme engrais, agribusiness, développement des filières/ du marché, planning familial, micro-crédit, etc.) en donnant une place centrale à la lutte contre la malnutrition, aux ménages agricoles et à l'approche d'auto promotion (approche Plan Intégré Paysan⁹ - PIP).

Les interventions dans le cadre d'OKP en matière de SAN devront être planifiées en étroite complémentarité avec la stratégie de l'ambassade.

Des experts thématiques de l'ambassade ainsi que la chef de coopération étaient présents lors de l'atelier des parties prenantes. Les résultats de l'atelier, les domaines d'intervention de l'ambassade ainsi que les synergies possibles ont été discutés pendant la mission exploratoire.

⁷ <https://www.rijksoverheid.nl/binaries/rijksoverheid/documenten/beleidsnota-s/2018/05/18/pdf-beleidsnota-investeren-in-perspectie/BHOS+beleidsnota+opgemaakt.pdf>

⁸ <https://www.rijksoverheid.nl/binaries/rijksoverheid/documenten/rapporten/2017/10/01/food-for-thought-review-of-dutch-food-security-policy-2012-2016/food-for-thought-review-of-dutch-food-security-policy-2012-2016.pdf>

⁹ https://www.trimimpact.nl/Approche%20PIP_Francais.pdf

4.3 Structure et état actuel de l'offre d'éducation dans le thème SAN

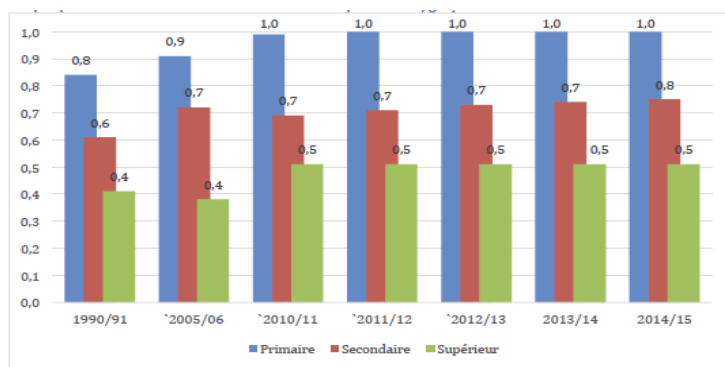
➤ Généralités sur le système éducatif Burundais

- Deux ministères sont impliqués dans le secteur de l'éducation :
 - Le Ministère de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique¹⁰ (MEESRS) est en charge de l'enseignement primaire (fondamental), secondaire (post fondamental général, pédagogique et technique) et supérieur.
 - Le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi (MFPT - Direction Générale du Travail et du Perfectionnement Professionnel), en charge du TVET.
- Enseignement *primaire* (fondamental) : depuis la réforme de 2013 portant sur la réforme de l'enseignement primaire et secondaire, ce premier cycle dure 9 ans (enseignement fondamental). Au sortir de la guerre civile en 2000, le taux net de scolarisation était de 40%. Il est de 94% en 2015, avec une parfaite équité garçons /filles. Cette augmentation est due entre autres par l'instauration de la gratuité de l'enseignement primaire. Le taux d'achèvement du primaire est de 62%.
- Enseignement *secondaire* (post fondamental) : les élèves admis à l'enseignement post-fondamental sont ceux ayant obtenu une note requise d'entrée à ce dernier ; ceux qui ne seront pas admis sortent du système scolaire ou vont poursuivre la formation en métiers dans les CEM (Centres d'enseignement des métiers). Au secondaire, l'écart entre garçons et filles se creuse avec seulement 26% des filles qui atteignent la première année du secondaire. Il faut noter que le pays est en pleine transition suite à la réforme : à la rentrée 2017, la première promotion ayant terminé l'enseignement fondamental nouvelle formule accède au post fondamental (général, pédagogique et technique).
- Enseignement *post-secondaire* : le taux de scolarisation en post secondaire est de 1%. Depuis 2011, l'enseignement post secondaire est passé au système LMD (BMD). Une liste des institutions publiques et privées de l'enseignement supérieur se trouve sur le site de la Commission Nationale de l'Enseignement Supérieur (CNES¹¹).
- Le Burundi ne possède pas aujourd'hui d'agence nationale pour la qualité de l'enseignement. De plus, il n'existe pas de cadre national de certification ni de qualification qui permettrait d'assurer la cohérence entre les différents niveaux de formation sur le plan national, en définissant en plus des niveaux d'entrée et de sortie par formation, les passerelles entre celles-ci et les liens avec le monde du travail.
- En annexe 2 se trouve un schéma de la structure du système d'éducation Burundais et en annexe 3 une analyse plus détaillée de l'organisation de l'enseignement supérieur au Burundi.
 - *Aspects d'équité au sein du système scolaire en fonction du genre, du lieu de résidence (rural/urbain) ou de l'origine socio-économique*
- Équité selon le genre : si l'indice de parité garçons / filles a énormément progressé au cours de la dernière décennie au niveau de l'école primaire, il est loin d'être équilibré dans le supérieur¹².

¹⁰ [Vidéo](#) sur la rencontre du 23-01-2018 entre la ministre et les institutions de l'enseignement supérieur 'vers un enseignement de qualité ?'

¹¹ <http://cnesburundi.org/index.php/fr/institutions-fr>

¹² Burundi, [Rapport national sur les OMD](#), 2015

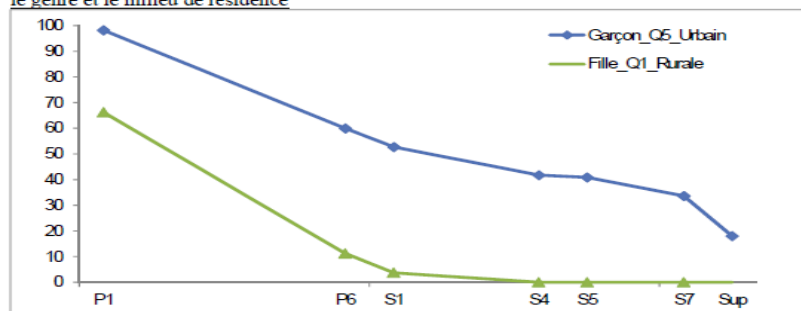


Source : Unstats <http://mdgs.un.org/unsd/mdg>, ISTEEDU, DHD 2011, et Rapport 2013 sur les OMD, juillet 2014

Figure 2 : évolution de l'indice de parité dans l'enseignement au Burundi

- En milieu urbain 96% des enfants d'une cohorte pouvait espérer accéder à l'école contre 81% en milieu rural. Ces chiffres baissent progressivement à 60% (urbain) et 26% (rural) à la fin du primaire. Ils ne sont plus que 2% en milieu rural à espérer atteindre la fin du lycée contre 24% en milieu urbain¹³.
- Les filles issues des ménages ruraux les plus pauvres : le groupe le plus défavorisé

Graphique VI.5 : Proportion d'une cohorte accédant aux différents niveaux d'éducation selon le genre et le milieu de résidence



Source : QUIBB 2006

➤ Offre d'enseignement spécifique au thème SAN (enseignement supérieur et enseignement technique et professionnel)

- Centres d'enseignement des Métiers (CEM)

Le plan sectoriel de l'éducation 2012-2020 fixe des objectifs ambitieux pour l'EFTP: augmenter le nombre de jeunes recevant un enseignement professionnel inférieur à 16.000 d'ici 2020 (soit une augmentation de près de 8 fois) dans les CEM, avec la création d'un CEM dans chacun des 129 communes du pays. Ces 129 CEM insèrent dans le circuit d'études professionnelles les jeunes ayant quitté l'école avant la 9^{ème} année du fondamental. La DGAEMFPA accompagnée par ENABEL¹⁴ a réformé tout récemment le contenu et le format de la formation qui se fait désormais sur un an (3 fois 13 semaines de cours - soit 9 mois + un stage) et est sanctionnée par un certificat. Depuis la rentrée 2017, la filière agri-élevage est proposée dans la majorité des CEM.

- Les Centres de Formation Professionnelle (CFP)
Une vingtaine de centres dans le pays offrent une qualification complémentaire aux jeunes sortant des CEM, sanctionnée par un certificat.

- ITAB – Instituts Techniques Agricoles du Burundi
20 ITAB sont répartis sur le territoire. Ils forment des techniciens agricoles en 3 ans (Diplôme de technicien A2). Une réforme des curricula a eu lieu ces dernières années, appuyée par l'APEFE. La rentrée 2017 a vu la deuxième année d'application des nouveaux curricula. Au

¹³ Republic of Burundi, Skills Development for Growth, WB 2014

¹⁴ <http://eftp-burundi.blogspot.nl/p/ctb.html>

niveau du MEESRS, le Bureau de Développement des Compétences Techniques (BDCT) est le service responsable du développement des programmes et de la formation des enseignants à l'approche par compétences (APC).

- Faculté d'Agronomie et de Bio-Ingénierie (FABI), de l'Université du Burundi (UB)
La FABI est issue de la fusion des anciens FACAGRO de l'UB (formation d'ingénieurs agronome en 5 ans) et Institut Supérieur d'Agriculture (ISA) de Gitega (formation de techniciens supérieurs / ingénieurs industriels en 4 ans). Depuis la réforme du BMD, la FABI propose un cycle Baccalauréat sur 3 ans. Les 3 premiers semestres sont communs aux 5 départements.

La FABI accueille 500 étudiants (dont plus de 60% proviennent des ITAB) et est organisée en 5 départements : Sciences des productions végétales, Socio-économie rurale, Sciences et technologies des aliments, Sciences et technologies de l'environnement et Santé et productions animales.

L'UB possède les centres de recherche suivants, en lien avec la SAN : Centre d'étude et de Recherche pour le Développement Agricole (CERDA), Centre de recherche en sciences et technologie des aliments (CRSTA), Centre de recherche en sciences des productions animales, végétales et environnementales (CRAVE), Centre de recherche en sciences naturelles et de l'environnement (CRSNE).

- Faculté d'Agronomie et d'agribusiness de l'Université de Ngozi
L'Université de Ngozi est un établissement privé d'enseignement supérieur. Sa Faculté d'agronomie compte un département: Agronomie et Agribusiness. Elle est dans le Système de Bachelier-Master-Doctorat (BMD) depuis 2015. Elle compte actuellement 344 étudiants répartis sur 3 années d'étude dont 269 hommes contre 75 femmes. La faculté compte ouvrir les masters suivants pour la rentrée académique 2018-2019 : Master Professionnel en Agribusiness et Développement Rural; Master de Recherche en Agribusiness et Développement Rural; Master en Sécurité Alimentaire et Nutrition.

La Faculté d'Agronomie possède un Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural (CERADER) dont le laboratoire a 3 départements: chimie alimentaire, microbiologie alimentaire, analyse et traitement des semences. Ce centre possède plusieurs stations ou sites de recherche: Site universitaire avec une superficie d'1 ha : sélection des variétés de cultures maraichères; Site de Gatara / en Province Kayanza: ayant une superficie d'1 ha : sélection des variétés de cultures maraichères; Site de Vyegwa: 2.5 ha: sélection des variétés de cultures maraichères ; Site d'Akagoma: Sélection de la culture du riz (2.5 ha); Site de Gisha: 15 ha: Sélection des variétés de la culture du riz; Site de Gashikanwa: 5 ha : sélection des variétés de maïs et effets de fertilisation.

- Principaux centres nationaux de recherche en lien avec la SAN¹⁵
L'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), placé sous la tutelle administrative du ministère de l'agriculture et de l'élevage, l'Institut est structuré en trois départements : deux départements de recherche (le Département production et le Département études du milieu et des systèmes de production) et un Département chargé de l'administration et de la gestion. L'Institut dispose de quatorze centres d'essai et de six stations expérimentales, éparpillés à travers l'ensemble du pays. L'ISABU mène notamment des travaux de recherche appliquée, en accordant la priorité à l'amélioration des variétés de cultures et des méthodes culturales. Ces travaux concernent tout particulièrement: le riz, le froment, le maïs, le sorgho, le haricot, le petit pois, la pomme de terre, le manioc et la patate douce.

Le Centre National de Technologie Alimentaire (CNTA), a pour mission d'encourager la recherche et le développement des technologies alimentaires et de faire connaître ces dernières aux petites entreprises. C'est donc un centre chargé d'assurer le transfert des résultats de la recherche des institutions scientifiques vers les utilisateurs, jouant ainsi le rôle sensible de relais et d'agent de communication entre les deux secteurs (recherche et utilisateurs des résultats de la recherche).

¹⁵ <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001865/186518e.pdf>

Si des relations de collaboration existent dans le domaine de la recherche et de la formation, entre les universités et ces centres nationaux de recherche, cette collaboration peut en revanche être intensifiée et élargie en direction des (secteurs) utilisateurs des résultats de la recherche.

➤ *Les principales parties prenantes (inter) nationales et régionales qui sont les points de référence pour le secteur*

- **La Commission Nationale de l'Enseignement Supérieur (CNES)**

La CNES a pour mission le conseil, la régulation, le suivi et l'évaluation de l'enseignement supérieur au Burundi conformément au décret¹⁶ 100/258 du 14 novembre 2014. Font partie des activités de la CNES : la coordination de l'évaluation des programmes et des curricula, la coordination de la préservation du standard de l'enseignement supérieur, le suivi de l'évolution du processus d'harmonisation du système d'enseignement supérieur burundais avec ceux des autres pays de l'EAC, l'évaluation des demandes d'ouverture / d'agrément d'IES et l'entérinement des diplômes. La commission joue un rôle clé dans l'assurance qualité et assure le lien avec le travail de l'Inter University Council for East Africa (IUCEA). Par ailleurs, la Commission est chargée par le Ministère d'élaborer un cadre national de qualification / certification.

- **Inter University Council for East Africa (IUCEA)**

L'IUCEA a pour mandat de conseiller les Etats membres de l'EAC sur les questions relatives à l'enseignement supérieur et de contribuer à:

- Répondre aux besoins de développement nationaux et régionaux;
- Développer des processus d'assurance qualité afin de garantir que l'enseignement, l'apprentissage et la recherche dans la région atteignent et maintiennent les normes internationales (*Roadmap to quality : handbook for quality assurance in Higher education*¹⁷);
- Aider les universités membres et les autres établissements d'enseignement supérieur à identifier et mettre en œuvre de bonnes pratiques en matière de gestion institutionnelle et d'utilisation des ressources;
- Développer les capacités en ressources humaines dans toutes les disciplines de l'enseignement supérieur dans la Communauté; et
- Promouvoir l'égalité des chances pour tous les étudiants de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Est, y compris ceux qui ont des besoins spéciaux.

- **Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES)**

Le Burundi est membre du CAMES. De longue date, grâce à un rôle de coordination et de validation auprès des 19 pays membres, le CAMES joue un rôle crucial dans la régulation de la qualité en Afrique francophone. Ce rôle consiste, en premier lieu, à évaluer individuellement les compétences scientifiques et les aptitudes pédagogiques des enseignants-chercheurs et des chercheurs, en vue de leur promotion dans les institutions publiques. Mais ce rôle concerne aussi la procédure de validation menée jusqu'à présent dans le cadre d'une démarche volontaire, via le programme de reconnaissance et d'équivalence des diplômes (PRED), pour des offres de formations publiques et privées, mais où la participation des institutions privées d'enseignement supérieur est nettement plus forte. Plus récemment, le CAMES a mis en place un nouveau programme d'accréditation des établissements et des formations pour lequel des référentiels¹⁸ ont déjà été élaborés.

- **Développement du curriculum au niveau national**

Le Bureau de Développement des Compétences Techniques (BDCT), sous la responsabilité de la DG des Bureaux Pédagogiques (MEESRS) est responsable de l'élaboration des curricula pour le post-fondamental technique (e.g. les ITAB). Pour l'enseignement

¹⁶ http://www.presidence.gov.bi/archives/IMG/pdf/decret_n_100-258_du_14-11-2014.pdf

¹⁷ https://www.iucea.org/index.php?option=com_phocadownload&view=category&id=22:qa-hand&Itemid=613

¹⁸ http://www.lecames.org/attachments/article/2/Referentiels_QualiteCAMES_Ed2014.compressed.pdf

professionnel (CEM et CFP), c'est la Direction Générale de l'Administration de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation - (DGAEMFPA) qui est responsable de l'élaboration des curricula.

4.4 Lacunes en matière de formation et éducation dans le thème SAN et axes d'intervention

Une visite d'identification a eu lieu en mars 2018 (plus de détails en annexe 4). Sur la base des discussions avec l'ambassade, des entretiens individuels avec les parties prenantes et de l'atelier des parties prenantes au cours de cette visite, Nuffic propose les 5 axes d'intervention suivants pour OKP :

SAN

1. Améliorer la cohérence de l'enseignement agricole (professionnel, technique ou supérieur) : à l'interne en assurant une meilleure intégration entre les différents niveaux d'offres de formation (cadre de certification et de qualification national) et à l'externe en renforçant l'adéquation avec le monde du travail (accent sur l'aspect pratique des formations et l'encadrement des stages).
2. Améliorer la qualité des services de vulgarisation et conseil agricole à disposition des paysans, en renforçant les liens entre l'enseignement, la recherche et la vulgarisation agricole. Par exemple, la vulgarisation des connaissances en matière d'agriculture résiliente aux changements climatiques, d'agroécologie / de permaculture est d'une grande pertinence dans le contexte Burundais.
3. Améliorer l'offre de formation technique et professionnelle pour répondre d'une part à la demande croissante de compétences de niveau intermédiaire dans le secteur prioritaire de l'agriculture et d'autre part aux besoins énormes, induits par la démographie galopante, de formations pratiques et de courte durée.
4. Améliorer l'enseignement fondamental par l'intermédiaire de la formation initiale des enseignants, en y intégrant notamment les thèmes relatifs au planning familial, à la nutrition et l'alimentation.

SDSR

Dans son programme en matière de SDRS, l'ambassade vise à améliorer l'éducation à la sexualité des 10 à 24 ans ainsi que l'offre de service en santé sexuelle et reproductive (SSR) à disposition des jeunes et adolescents. Les actions ciblent entre autres les écoles et les structures de santé. En complémentarité avec ces actions, OKP ciblera l'axe d'intervention suivant :

5. Contribuer à l'amélioration de l'éducation à la sexualité et de l'offre de service en SSR à disposition des jeunes et adolescents à travers l'amélioration des formations initiales des enseignants, du personnel paramédical et des auxiliaires médicaux.

V. Réalisations attendues du programme et théorie du changement

Articulation entre OKP et la politique néerlandaise de coopération au développement

Le programme OKP est financé par le ministère des affaires étrangères néerlandais et par conséquent les interventions mises en œuvre s'inscrivent dans le cadre de la politique néerlandaise pour le commerce extérieur et coopération au développement¹⁹. Ainsi, les interventions au Burundi dans les deux thèmes prioritaires devront s'inscrire dans la politique de coopération au développement pour la SAN²⁰ et la SDSR²¹.

¹⁹ Pour les dernières actualités sur la politique de coopération au développement, veuillez consulter le site <https://www.paysbasetvous.nl/dernieres-nouvelles>

²⁰ <https://www.dutchdevelopmentresults.nl/theme/food>

²¹ <https://www.dutchdevelopmentresults.nl/theme/srh>

Plus précisément, toutes les interventions qui seront financées au Burundi par OKP devront s'articuler dans le cadre des réalisations mentionnées ci-dessous. Il sera demandé aux partenaires potentiels souhaitant bénéficier d'une subvention, de **clairement préciser leur contribution attendue à ces réalisations, dès le stade de rédaction des propositions**. Ceci servira de critère de sélection.

L'annexe 5 montre schématiquement comment la théorie du changement du programme OKP fait le lien avec la théorie du changement du MAE néerlandais en matière de SAN.

Réalisations attendues du programme

Le programme OKP au Burundi se fixe l'objectif prioritaire suivant : **Contribuer à éradiquer la faim, assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et promouvoir l'agriculture durable (ODD 2) en renforçant les capacités, les connaissances et la qualité des individus ainsi que des organisations dans les domaines de l'enseignement technique et professionnel et de l'enseignement supérieur.**

Afin d'atteindre cet objectif, toutes les interventions initiées dans le cadre du programme contribueront à une ou plusieurs des réalisations suivantes (long-term impact at programme level) :

1. Réduire la malnutrition

2. Stimuler la croissance de la productivité agricole

3. Créer des systèmes de production écologiquement durables

Réalisations au niveau du pays (medium-term impact) :

- I. le système éducatif (Enseignement et Formation Techniques et Professionnels / Enseignement Supérieur - EFTP / ES) est de bonne qualité, pertinent et accessible (ODD 4);
- II. les partenariats entre les personnes et les organisations sont durables et inclusifs (ODD 17);
- III. les organisations clés pour le développement (sectoriel) inclusif des pays partenaires sont renforcées par un afflux de travailleurs qualifiés.

Réalisations au niveau des projets (outcomes at project level) :

- A. Les établissements d'EFTP / ES (au Burundi et aux Pays-Bas) accomplissent mieux leurs missions essentielles, fermement ancrées dans l'environnement dans lequel elles opèrent (en réponse aux besoins du marché du travail et visant à l'inclusion)
- B. Les connaissances et les compétences des individus et des organisations sont améliorés (au Burundi et aux Pays-Bas, en réponse aux besoins du marché du travail et visant à l'inclusion)

L'annexe 6 reprend les réalisations attendues aux différents niveaux (programme, pays, projet) en y associant des indicateurs. Elle forme la base du cadre de suivi évaluation du programme pour les différents niveaux.

Santé et Droits Reproductifs et Sexuels (SDRS)

Les interventions initiées dans le cadre du programme devront contribuer sur le long terme à une ou plusieurs des réalisations suivantes²² :

- Une meilleure information et une plus grande liberté de choix pour les jeunes sur leur sexualité ;
- De meilleurs soins de santé publics et privés pour la planification familiale, les grossesses et les accouchements, y compris les avortements sans risque ;
- Créer un environnement propice pour la santé et aux droits sexuels et reproductifs pour tous.

²² <https://www.dutchdevelopmentresults.nl/theme/srhr>

VI. Articulation du programme et procédures de publication des appels à propositions

Bourses individuelles

Pour bénéficier d'une bourse individuelle (formation longue / cours de courte durée), les candidats devront postuler dans les thématiques éligibles au Burundi que sont la Sécurité Alimentaire et Nutrition, et la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs. La procédure d'attribution des bourses est consultable sur le site de Nuffic (<https://www.studyinholland.nl/scholarships/highlighted-scholarships/orange-knowledge-programme>).

Par ailleurs, pour augmenter le nombre de bourses individuelles attribuées aux candidats Burundais sous OKP par rapport à la situation sous NFP, Nuffic et l'ambassade souhaitent adopter une approche sur mesure répondant à une préoccupation largement exprimée par plusieurs parties prenantes : la difficulté de satisfaire au critère linguistique (niveau TOEFL exigé par les institutions partenaires néerlandaises, car toutes les formations proposées se donnent en anglais). Cette approche rentre dans le cadre de la politique d'inclusion : inclure davantage les pays d'Afrique francophone dans la répartition des bourses et donner plus de chance aux candidats moins à l'aise en anglais, souvent des candidats issus d'un milieu socio-économique moins favorisé. L'ambassade des Pays Bas au Burundi et Nuffic développent une stratégie pour atteindre cet objectif. Elle sera incluse dans une version actualisée de ce document dès que validée.

TMT, TMT+ et projets de coopération institutionnelle

Pour les axes d'intervention 1 à 5 décrits plus haut, des TMT, des TMT+ et des projets de coopération institutionnelle pourront être mis en œuvre.

La différence entre les TMT et TMT+ réside dans le montant maximal (respectivement 75.000€ et 400.000€) et la durée de mise en œuvre maximale (respectivement 12 mois et 24 mois). Tous les TMT et TMT+ mis en œuvre au Burundi dans le cadre du programme OKP devront contribuer de manière directe et concrète à un ou plusieurs axes d'interventions 1 à 5. Il faut aussi noter que sous OKP, seules des propositions conjointes émanant d'un partenariat entre une organisation Burundaise et une Néerlandaise pourront être soumises à un financement TMT. Enfin, les organisations éligibles au financement de type TMT et TMT+ sont les suivantes :

- côté Burundais : ministères, établissements d'enseignement secondaire et supérieur, professionnel ou universitaire, organisations du secteur privé, ONG, commissions, centres de recherche ;
- côté Néerlandais : établissements d'enseignement secondaire et supérieur, professionnel ou universitaire ou d'autres types d'organisations dispensant des cours de formation pédagogique et contribuant également au renforcement des thèmes prioritaires pour le Burundi.

De même, tous les projets de coopération institutionnelle devront contribuer de manière directe et concrète à un ou plusieurs axes d'interventions de 1 à 4. Deux types de procédures peuvent conduire à un projet institutionnel :

- un appel à propositions conjointes²³ ou
- un appel à identification de partenaires Burundais qui peut déboucher sur un appel d'offre (Partner Identification Round).

²³ Une proposition conjointe est soumise conjointement par un établissement néerlandais d'enseignement secondaire, professionnel ou universitaire et son partenaire Burundais : un établissement d'enseignement, de recherche ou d'expertise, avec des membres de consortium possibles des deux côtés.

Aussi bien pour les TMT que pour les projets institutionnels, chaque appel à propositions précisera le contexte et les réalisations attendues auxquelles les interventions se devront de contribuer.

Plus de détails sur toutes les modalités de mise en œuvre sont donnés dans le cadre de la politique de subvention du programme OKP²⁴ (en anglais).

Une synergie régionale existe entre le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda et l'est Congo dans le cadre de la coopération néerlandaise²⁵. Il est envisageable que des appels à propositions à caractère régional (région des grands lacs) soient lancés dans le cadre de OKP.

Calendrier indicatif :

Étape	Date
CPI Burundi publiée sur le site de Nuffic	30 juin 2018
Premier appel à propositions conjointes / TMT publié sur le site de Nuffic	15 juillet 2018
Journée d'information sur le Burundi organisée par Nuffic	Juillet / août 2018
Date limite de soumission des propositions	Octobre 2018
Sélection des partenaires	4 – 6 semaines après la clôture de l'appel
Démarrage des projets dans le cas des propositions conjointes	Dernier trimestre 2018

Pour rester au courant des actualités des opportunités du programme OKP, vous pouvez vous abonner à nos mises à jour sur les appels et les échéances du programme Orange Knowledge sur notre site: <https://www.nuffic.nl/en/global-development/global-development-updates>.

VII. Budget indicatif pour le programme

À titre indicatif, le budget convenu pour la durée du programme est le suivant:

Période de mise en œuvre 2018 – 2022:	SAN	SDSR	Total
Coopération institutionnelle multi annuelle	EUR 2,700,000		EUR 2,700,000
TMT / TMT+	EUR 1,500,000	EUR 500,000	EUR 2,000,000
Bourses individuelles	EUR 250,000	EUR 50,000	EUR 300,000
Alumni events	P.M.	P.M.	
Total	EUR 4,450,000	EUR 550,000	EUR 5,000,000

Note: Les fonds alloués au programme dans son ensemble et au programme de chaque pays partenaire peuvent être sujets à changement, ce qui peut affecter le budget indicatif ci-dessus. Le budget peut également évoluer en fonction des décisions politiques prises par

²⁴ <https://www.nuffic.nl/en/files/documents/policy-framework-orange-knowledge-programme-16.pdf>

²⁵ <https://www.rijksoverheid.nl/binaries/rijksoverheid/documenten/rapporten/2014/02/05/meerjarige-strategische-plannen-mjzp-2014-2017/great-lakes-region-multi-annual-strategic-plan-2014-2017.pdf>

les autorités. En conséquence, Nuffic se réserve le droit d'ajuster ce budget indicatif et s'engage à informer immédiatement les parties concernées dans ce cas.

VIII. Harmonisation et coordination avec d'autres projets et programmes (inter)nationaux

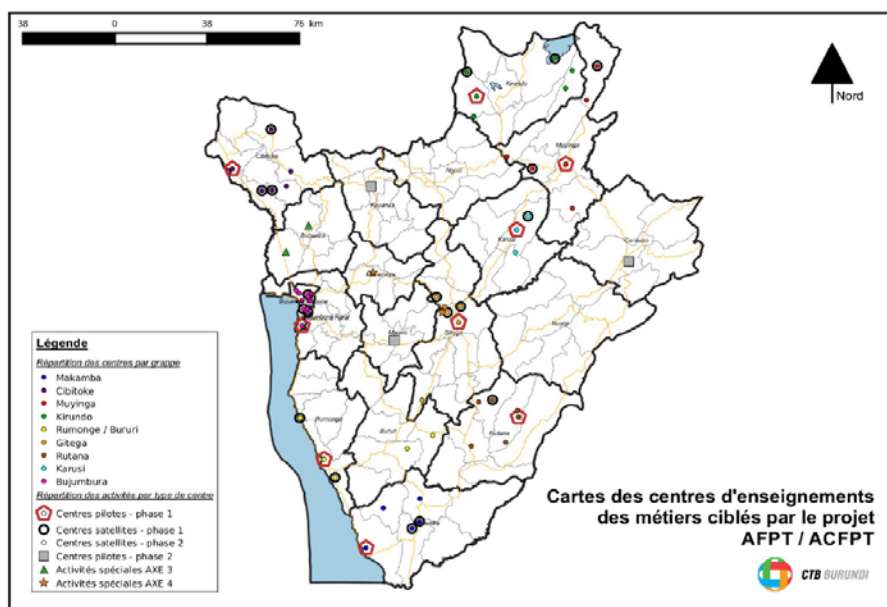
De nombreux partenaires internationaux travaillent avec les instances Burundaises dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au sens large : [IFAD](#), Banque Mondiale, [ENABEL](#), UE, FAO, BAD. En revanche, très peu de partenaires internationaux interviennent dans le renforcement structurel des capacités du système burundais de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle agricole. On peut citer les initiatives suivantes :

- ENABEL (ex-CTB) :

Dans le domaine de **l'Enseignement des Métiers et Formation Professionnelle (EMFP)** : deux projets sont en cours : Appui à la formation professionnelle et technique (AFPT) 2012-2017 – 7M€ et [Appui complémentaire à la formation professionnelle et technique \(ACFPT\)](#) 2015-2019 / 6M€. L'objectif de ces interventions, est d'offrir des compétences techniques et professionnelles adaptées aux besoins de l'économie locale, nationale et régionale aux jeunes sortant du système scolaire formel (Enseignement Fondamental) et aux adultes ayant interrompu leur parcours scolaire pour entrer sur le marché du travail. Suite à l'évaluation externe des interventions de la CTB, l'appui des projets AFPT et ACFPT à l'EMFP s'est concentré depuis un peu plus d'un an sur l'expérimentation d'une modalité éducative pilotée par l'État (DGAEMFPA), mais fortement appuyée par les professionnels de l'artisanat tant en amont qu'en aval de la formation. Les projets ont ainsi pu mettre en place les ingrédients nécessaires au bon fonctionnement de cette modalité dans tous les établissements choisis pour que cette phase expérimentale permette :

- la mise en place de l'approche par compétence centrée sur les métiers ;
- la création de mécanismes d'insertion des lauréats, tant dans les centres (cellule d'insertion) que dans le marché de l'emploi (aides à la création d'entreprise, leasing, etc.) ;
- mise en place d'instruments de pilotage et de gestion au niveau des centres et non plus au niveau central ; et
- l'appui à l'extension et réhabilitation des infrastructures afin de faciliter et accroître l'accès.

Sur les 200 CEM environ que compte le pays, une cinquantaine sont appuyés par la CTB et 13 d'une manière holistique (voir carte ci-dessous). La filière Agri-élevage est l'une des filières prioritaires visées par cette intervention.



- ARES/VLIR

Au niveau universitaire, [ARES](#) et [VLIR](#) sont partenaires de l'Université du Burundi et interviennent dans le domaine de la SAN.

- En préparation

La communauté d'Afrique de l'est a lancé la création de [centres d'excellence régionaux](#), dans le domaine bio médical, sur financement de la Banque Africaine de Développement, dans le but de fournir une main-d'œuvre de haute qualité, compétitive et qualifiée. Au Burundi, le [East African nutrition science Institute](#) est en cours d'établissement.

Projet de développement de masters sous-régionaux dans les Grands lacs : l'Agence Universitaire de la Francophonie accompagne l'Université catholique de Bukavu et l'Université de Ngozi (Burundi) et l'UEA pour le Master en Sciences agricoles, agroalimentaires et nutrition²⁶.

Un projet de développement des compétences et de l'employabilité des jeunes (30M\$ sur 5 ans) sur un financement de la Banque Mondiale est en cours de montage.

IX. Suivi du programme

Les organisations participant au programme OKP sont invitées à rendre compte de l'avancement de leurs projets et des bourses en utilisant un outil de suivi axé sur les résultats. Cet outil est développé par Nuffic et sera mis à la disposition des partenaires de mise en œuvre des projets. Ils enregistreront également leurs réussites et leurs échecs afin que des leçons puissent être tirées dans le cadre d'une approche d'apprentissage organisationnel.

Nuffic a la responsabilité du suivi et de l'évaluation de l'atteinte des réalisations au niveau pays et programme et discutera régulièrement des progrès avec l'ambassade et d'autres parties prenantes. En particulier concernant les progrès réalisés concernant les résultats indiqués ci-dessus et les succès et échecs, ainsi que des suggestions pour remédier aux échecs et, si possible, redéfinir stratégies et ajuster les prévisions en fonction des résultats visés.

Si nécessaire, Nuffic discutera avec l'ambassade et les parties prenantes d'ajustements à la CPI ce qui pourrait conduire à un ajustement de cette dernière.

Annexes

- Annexe 1. Brief presentation of the OKP programme (English)
- Annexe 2. Organisation schématique du système d'enseignement au Burundi (avec mention des filières Agri TVET)
- Annexe 3. Organisation de l'enseignement supérieur au Burundi
- Annexe 4. Visite d'identification : processus et organisations rencontrées
- Annexe 5. ToC
- Annexe 6. Matrice des réalisations escomptées et leurs indicateurs associés pour OKP au Burundi

²⁶ <https://www.auf.org/nouvelles/actualites/vers-lancement-de-masters-professionnels-afrique-grands-lacs/>

Annex 1. Brief presentation of the OKP programme

The Orange Knowledge Programme (OKP) is the successor to the Netherlands Fellowship Programmes (NFP) and the Netherlands Initiative for Capacity Development in Higher Education (NICHE). The Orange Knowledge Programme merges the two preceding programmes into a single integrated approach, with the addition of new elements including increased involvement of alumni, attention to cooperation between knowledge organisations, and communication focusing on the presentation of results.

The main objective is to contribute to sustainable and inclusive development through the strengthening of organisations key to sectoral development in OKP partner countries. This will be achieved by developing the capacity, knowledge and quality of individuals as well as organisations both in the field of Technical and Vocational Education and Training and Higher Education (TVET/HE) and in other fields related to the priority themes in the OKP partner countries.

In order to reach this vision, the programme will focus on the following medium and long term outcomes:

- education system (TVET/HE) is of good quality, relevant and accessible (SDG 4);
- organisations key to (sectoral) development of partner countries are strengthened by inflow of enhanced workforce;
- partnerships between persons and organisations are sustainable (SDG 17).

Reference is being made to the [Theory of Change](#) for the OKP programme.

The programme will be implemented through three types of interventions:

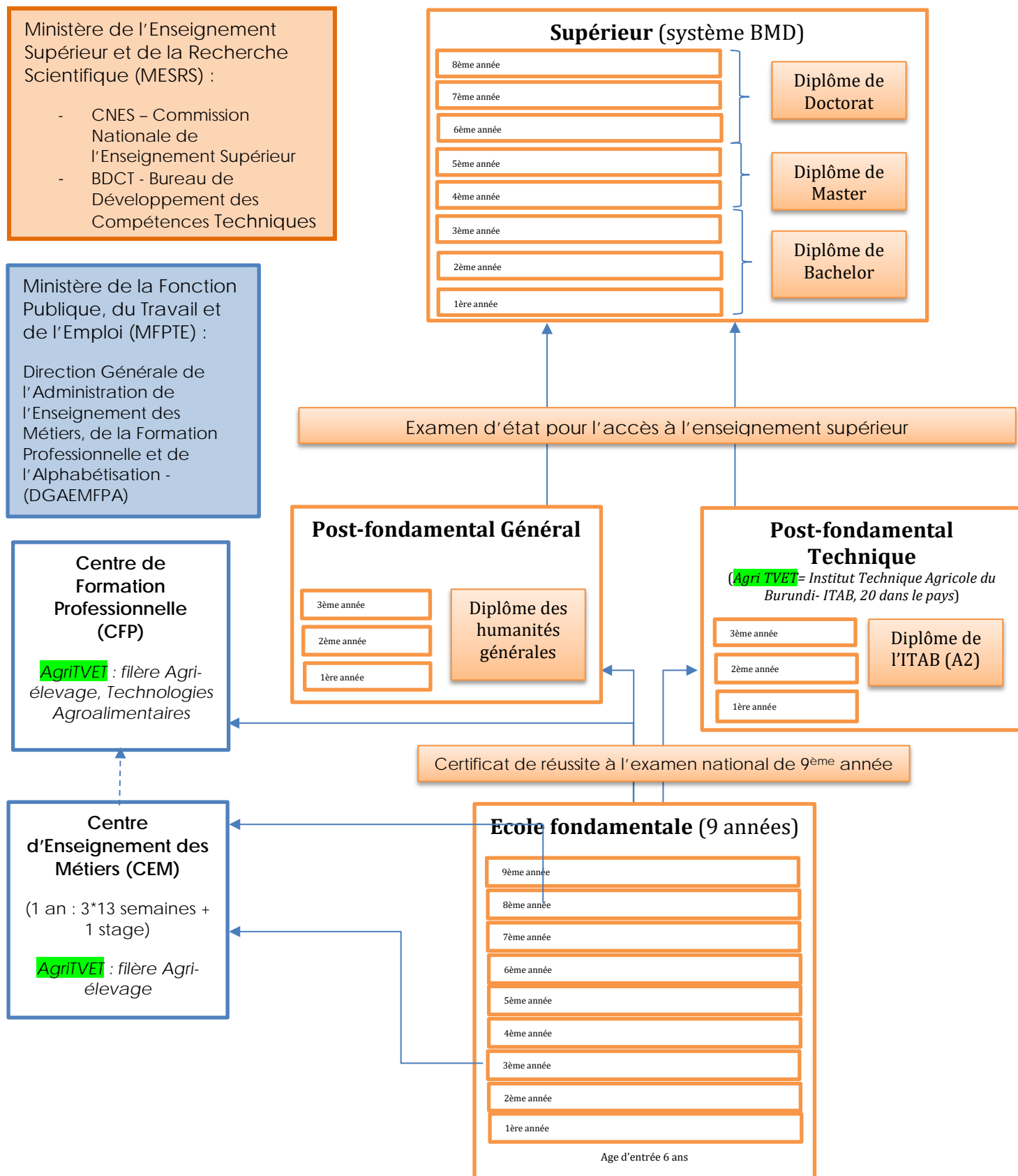
- individual scholarships,
- group trainings and
- institutional projects.

In Burundi the three instruments will be offered in the form of an integrated approach.

The following basic principles govern the programme:

- Innovation: Is key to the development and implementation of the programme and is incorporated in all aspects of the programme.
- Reciprocity and equality: More attention should be devoted to reciprocity and ownership should shift to the Technical and Vocational Education and Training and Higher Education (TVET/HE) organisations in partner countries. This means that the Southern partners play an active role in the design of collaboration projects, both as submitters and as reporters of progress. The new programme will also provide more opportunities for the joint financing of scholarships, training programmes or projects with the Southern region partners, reinforcing ownership and involvement.
- Flexibility: This concerns flexibility in implementing the programmes as far as themes, countries, duration and financing methods are concerned, depending on the demand and the context. Flexibility is also required in any modifications that need to be made in response to changes in the context within which the programme is implemented.
- Demand-driven approach: Is key with regard to ownership, sustainability and the efficient use of resources. Important components include collaboration between Southern and Northern institutions, a comprehensive analysis based on available knowledge and reports, and the use of alumni.
- Complementarity: The Knowledge Development Programme must be closely aligned with other centralised and decentralised programmes.
- Co-financing: Where worthwhile and possible, the programme must stimulate co-financing.
- Inclusion: The programme provides opportunities for marginalised and discriminated groups and integrates a gender perspective.
- Focus on results: The programme focuses on presenting results stemming from knowledge development at individual, institutional and group levels.
- Alumni: The programme creates a connection between knowledge professionals in the Southern region and the Netherlands. The new programme therefore places greater emphasis on alumni policy in all instruments.

Annexe 2 Organisation schématique du système d'enseignement au Burundi (avec mention des filières Agri TVET) et ministères de tutelle concernés



Annexe 3 - Organisation de l'enseignement supérieur au Burundi

- L'enseignement **post secondaire public** burundais comprend quatre établissements distincts²⁷:

1. L'Université du Burundi (UB – 11 565 étudiants dont 17% de filles) ;

L'UB compte **8 facultés** et **3 instituts** qui se trouvent répartis sur quatre campus à Bujumbura (Mutanga, Rohero, Kamenge, Kiriri) et un campus à Gitega. A la fois la plus ancienne et la principale institution d'enseignement supérieur du pays, elle couvre la plupart des domaines d'études majeurs et classiques de toute grande université. Les huit facultés sont les suivantes : Lettres et Sciences humaines (FLSH) ; Psychologie et Sciences de l'Education (FPSE) ; Sciences économiques et de gestion (FSEG) ; Sciences (FSC) ; Sciences de l'ingénieur (FSI) ; **Agronomie et Bio Ingénierie (FABI)** ; Droit (DROIT) ; Médecine (FMED).

Les trois instituts sont les suivants :

- Institut supérieur de Commerce (ISCO) ;
- Institut de Pédagogie appliquée (IPA) : l'IPA (créé en 1993) a pour mission de former les **enseignants du cycle inférieur et du cycle supérieur de l'enseignement secondaire** ; il délivre deux types de diplômes : un diplôme professionnel d'enseignement (trois ans) et un diplôme de « licencié agrégé » de l'enseignement secondaire (cinq ans) sous l'ancien système. Sous système LMD, ces diplômes deviennent respectivement des licences et des Masters. Il comprend cinq filières de formation pour le premier cycle (⇒ Anglais - Kirundi ;⇒ Biologie - Chimie ;⇒ Français ;⇒ Physique-Technologie ;⇒ Mathématiques.)
- Institut d'Education physique et sportive (IEPS).

2. L'École Normale Supérieure (ENS – 2 120 étudiants). Divisée en plusieurs sections (langues, sciences...), sa fonction est de former, en trois ans, les futurs enseignants du cycle inférieur des Humanités (Cycle d'enseignement primaire et secondaire de 9 ans, équivalent des IUFM en France). Ses effectifs sont en augmentation croissante et il est régulièrement question de pouvoir offrir, à l'instar de l'Institut de Pédagogie appliquées (IPA) de l'UB, une formation en cinq ans qui permettrait aux étudiants de devenir enseignants du cycle supérieur du secondaire ;
3. L'Institut National de Santé Publique (INSP, qui est sous la tutelle du Ministère de la Santé publique et qui forme, en 2012, 520 étudiants) accueille les étudiants qui se destinent aux professions paramédicales – techniciens de laboratoire, pharmacie ;
4. L'Institut Supérieur des Cadres Militaires (ISCAM, qui se trouve sous la tutelle du Ministère de la Défense et qui accueille 200 étudiants, dont 4% de filles) comprend deux facultés distinctes, celle de Sciences économiques et administratives et de Gestion et la Faculté des Sciences fondamentales.

- **L'enseignement supérieur privé**

Seuls seront énumérés ici les facultés, instituts, départements et unités composant les sept établissements rassemblant les effectifs les plus nombreux :

- ⇒ Université des Grands Lacs (UGL, Bururi, 1 382 étudiants) ;
- ⇒ Université de Ngozi (Ngozi, 1 634 étudiants) ; seule à avoir une filière agriculture (Agronomie Agriculture (1er et 2ème cycles))
- ⇒ Université du Lac Tanganyika (ULT, Bujumbura, 2 409 étudiants) ;
- ⇒ Université Lumière de Bujumbura (ULB, Bujumbura, 1 862 étudiants) ;
- ⇒ Université Martin Luther King (UMLK, Bujumbura, 1 599 étudiants) ;
- ⇒ Université Sagesse d'Afrique (USA, Bujumbura, 1 758 étudiants).

- Dans une étude de 2014²⁸, la banque mondiale dégage les **priorités suivantes pour l'EFTP et l'enseignement supérieur au Burundi** :

(i) strengthening of the regulatory framework, quality assurance mechanisms, accreditation systems (priority could be given to the fields of agronomy, engineering and business and management) and regulatory structure for the market for private higher education. Most of this is to be done under the National Commission for Higher Education. (...);

²⁷ [Organisation de l'enseignement supérieur](#) (2014)

²⁸ [Republic of Burundi, skills development for growth](#) - WB, 2014

(ii) improving the quality of HE courses and adapting the methodology of delivery to the practical requirements of each field (Introduce competence-based approach and have employers participate in testing and certifying graduates of TVET programs and selected higher education programs);

(iii) more appropriate targeting of scholarships focusing on the skills needs of growth sectors.

(iv) Expanding the informal sector training (Use of informal sector associations, for example farmers' associations like CAPAD, coffee producers' associations like CNAC, is a promising avenue. Another possibility is to scale up existing current skills interventions or encourage NGOs with seed money, and to experiment with community-based skills development approaches).

(v) The programs offered by the CEMs need substantial revision to meet emerging demands; some CFPs could be upgraded to become centers of excellence for skills for priority sectors. The proposed increase of CFPs may be one opportunity to expand public training provision to match increasing middle level skills demand in priority sectors for job profiles such as regulators, quality controllers, and electricians. The CFPs could be operated in partnership with the private sector or incentives can be provided to private sector to participate and finance training provision. Further, a few selected CFPs can be transformed to become centers of excellence focusing on skills for the priority sectors.

(vi) Skills training should include generic employability skills (such as communication, work ethics, etc.) and technical skills. A specific issue in Burundi is imparting functional English language training to improve Employability

However, training is only one element in improving overall productivity and improving livelihoods in the priority sectors. Even if skills are effectively provided other real constraints such as access to credit, land or inputs may prevent individuals from implementing what they have learnt.

Table 9. Burundi's Public and Private Education Institutions Providing Workforce Training in Agribusiness GVC

Level/Type	Organization	Programs	Degree/Certificate	Number of Graduates (Total Students) in 2012	Location
Public University	University of Burundi, Faculty of Agronomy and Bioengineering (FABI)*	Agronomy Agro-food Industries Technology	Undergraduate	131 (1,003)	Bujumbura
Public University	University of Burundi, Higher Institute of Commerce	Management and Commerce	Undergraduate	89 (839)	Bujumbura
Private University	University of Ngozi	Agronomy	Undergraduate	3 (105)	Ngozi
Private University	<i>Insitut Supérieur de Développement</i>	Entrepreneurship and Project Management	Undergraduate	0 (50)	Bujumbura
Private University	<i>Université des Collines</i>	Business Administration	Undergraduate	0 (14)	Bujumbura
Private University	<i>Université du Lac Tanganyika</i>	Management and Applied Economics	Undergraduate	0 (483)	Bujumbura
Private University	International Leadership University - Burundi	Organizational Leadership	Undergraduate	0 (108)	Bujumbura
Public Technical	<i>(Institut Technique Agricole du Burundi (ITAB) Kirika</i>	Agriculture	A2 Diploma	51	Mwaro
	ITAB Kigozi	Veterinary, Agro-food Industries Technology	A2 Diploma	89	Kirundo
	ITAB Karusi	Agriculture, Veterinary, Agro-food Industries Technology, and Water & Forestry	A2 Diploma	112	Karusi
	ITAB Kigamba	Agriculture, and Water & Forestry	A2 Diploma	52	Cankuzo
	ITAB Gifuruzi	Agriculture, Agro-food Industries Technology, and Water & Forestry	A2 Diploma	56	Makamba
	ITAB Mahwa	Agriculture	A2 Diploma	32	Gitega
	ITAB Gihanga	Agriculture, and Water & Forestry	A2 Diploma	45	Bubanza
Level/Type	Program	# of Schools	Location		
Public Vocational	Agro-pastoral	1	Bujumbura		

Source: (MESRS, 2013; MEBSEMPPA, 2012)

*FABI was formed by merging the Faculté d'Agronomie (FACAGRO) and Institut Supérieur d'Agriculture (ISA)

Figure ci-dessus : institutions publiques et privées offrant des formations en agribusiness global value chain ²⁹

²⁹ Burundi in the Agribusiness Global Value Chain: Skills for Private Sector Development, Duke University on behalf of the WB, 2014

Enseignement (para)médical

Actuellement, les professionnels paramédicaux reçoivent une formation spécifique à chaque niveau d'intervention de la pyramide sanitaire. Ils sont formés dans les écoles d'enseignement secondaire paramédical publiques et privées.

Les élèves sont orientés en formation paramédicale au sortir de la 9^{ème} et obtiennent leur diplôme de :

- A3 en 2 ans pour les auxiliaires de santé en soins préventifs et promotionnels
- A2 en 4 ans pour les techniciens médicaux en soins de cure, soins de prévention et de réhabilitation,
- techniciens de laboratoire en analyses biomédicales
- techniciens d'assainissement en promotion de la santé

[Plan sectoriel de l'éducation au Burundi 2012-2010](#)

Le Ministère de l'Education (MEESRS) est présentement engagé dans l'élaboration d'un plan de transition de l'éducation (PTE) 2018-2021 sur base du diagnostic du système éducatif réalisé en 2016. L'AFD et l'UNICEF sont les PTF qui pilotent cette élaboration.

Les éléments suivants sont issus du plan sectoriel 2012-2020 :

- Expansion quantitative de l'offre en enseignement des métiers et formation professionnelle
 - En termes quantitatifs, les objectifs de la stratégie sectorielle sont :
 - de maintenir stables les effectifs de l'enseignement technique (avec la disparition des collèges techniques et une légère augmentation des effectifs des lycées techniques) ;
 - de faire croître le nombre de jeunes bénéficiant de l'enseignement des métiers (formations postprimaires dans les centres d'enseignement des métiers, dont le nombre de bénéficiaires devrait atteindre environ 16000 en 2020 contre moins de 3000 aujourd'hui) ;
 - de faire croître, dans de moindres proportions, les effectifs de la formation professionnelle (formation post fondamentale, environ 4000 apprenants en fin de période, contre 2000 aujourd'hui).
 - En effet, l'enseignement technique doit garder sa vocation consistant à former l'élite technicienne et les cadres dont le secteur formel de l'économie a besoin, or, ce dernier reste peu développé au Burundi et n'offre que peu d'emplois. En revanche, l'enseignement des métiers et la formation professionnelle permettent d'accompagner les jeunes vers l'emploi et l'auto emploi, dans une perspective de progrès techniques et de gains de productivité dans le secteur informel.
 - Cette expansion de l'offre de formations passera par l'implantation de centres d'enseignement des métiers dans les communes qui en sont aujourd'hui dépourvues (69 communes sur 129 ont déjà un centre de ce type) et la création de 4 nouveaux pôles d'excellence au niveau régional et Instituts polytechniques de formation professionnelle en province.
 - Les centres d'enseignement des métiers s'ouvriront progressivement à une fonction d'insertion y compris dans le secteur artisanal informel. Des conventions avec des institutions de microfinances sont déjà en expérimentation, de façon à ce que les lauréats des centres puissent créer leur propre emploi. Un fonds de garantie de ces financements créé par un projet d'un partenaire sera à moyen terme transféré vers le ministère.
 - Les centres des métiers s'orientent vers une offre modulaire de formation (un module comptant en moyenne trois mois de formation) de façon à être en adéquation avec la demande de formation exprimée par le secteur privé productif informel.
- Structuration de l'offre et de la gouvernance du sous-secteur, autour de partenariats public privé :
 - Un important effort de structuration du sous-secteur de la formation professionnelle et de l'enseignement des métiers accompagnera l'expansion quantitative de l'offre, de façon à en garantir la pertinence économique et la pérennité.
 - Des partenariats entre l'Etat et le secteur privé productif (partenariats public-privé) seront systématiquement recherchés dans les directions suivantes :

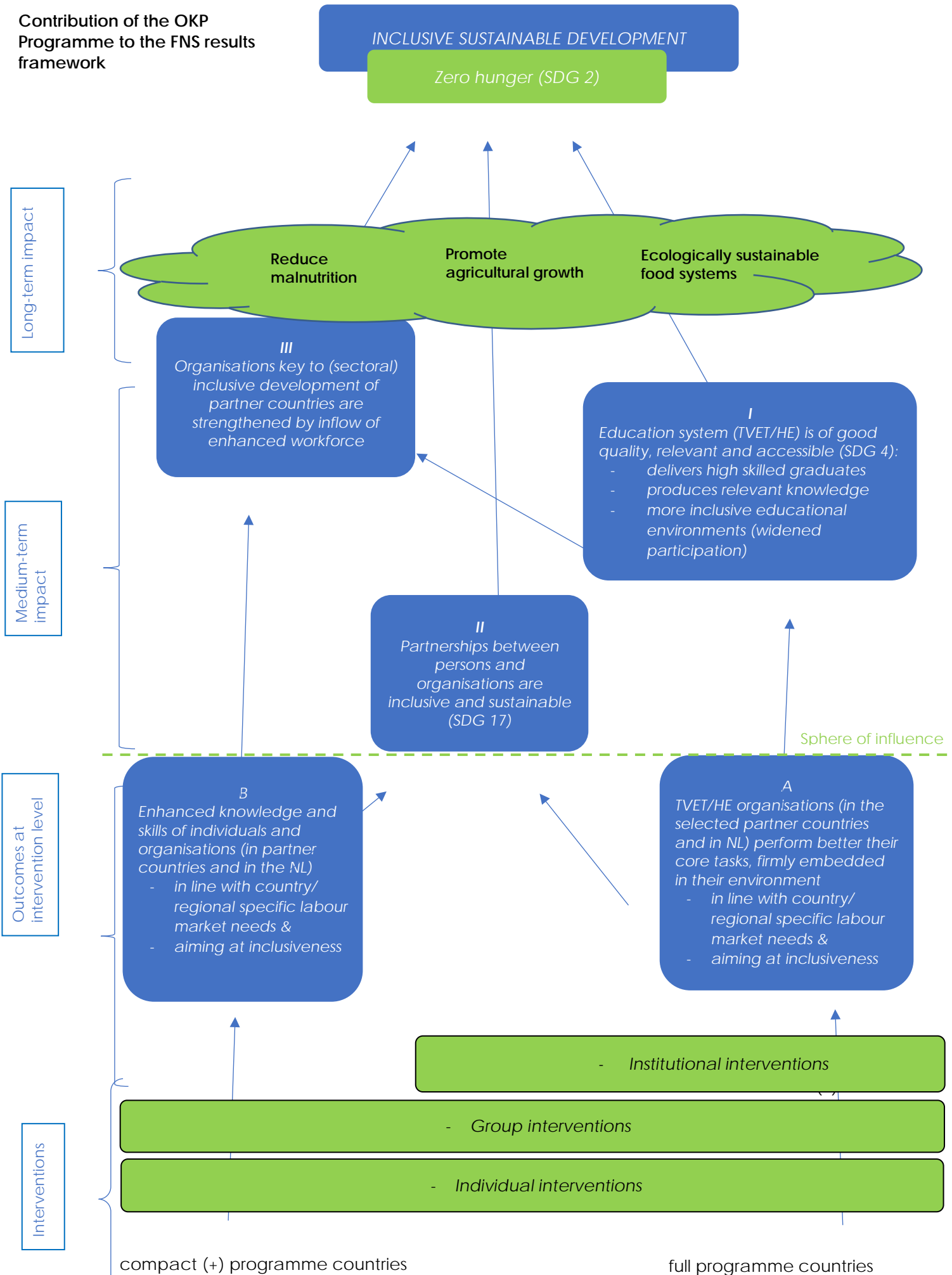
- (i) participation des artisans ou professionnels à la certification de fin de formation ;
- (ii) stages ou autres modalités d'alternance ;
- (iii) utilisation partagée d'équipements techniques ;
- (iv) intervention d'artisans ou professionnels au cours des formations ;
- (v) ouverture des CEM et des CFP à des activités de formation continue au profit des entreprises ;
- (vi) élaboration d'un cadre national des qualifications et certifications (CNQC). Le processus d'élaboration de ce cadre a d'ores et déjà débuté, avec un certain nombre de pré études par secteurs d'activité et la mise en place, en 2012, d'une commission en charge de ces travaux ;
- (vii) création d'un centre de développement des compétences professionnelles (CDCP), employant environ 25 personnes chargées de la rédaction des programmes de formation, de la formation des formateurs et du pilotage de l'élaboration du CNQC.

Annexe 4 - Visite d'identification : processus et organisations rencontrées

La visite d'identification du programme OKP au Burundi s'est effectuée du 5 au 17 mars 2018. En plus de réunions bilatérales (voir ci-dessous la liste des organisations rencontrées), Nuffic a organisé un atelier des parties prenantes sur la thématique de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle. Deux collègues de Nuffic et un collègue du Ministère des Affaires Étrangères des Pays Bas ont pris part à la visite.

Prénom	NOM	Fonction	Structure
Sylvie	HATUNGIMANA	Secrétaire exécutif permanent	CNES - Commission Nationale de l'Enseignement Supérieur
Janvière	NDIRAHISHA	Ministre	Ministère de l'éducation, enseignement supérieur et recherche scientifique (MEESRS)
Donatien	MURYANGO	Directeur	Département de l'Enseignement Supérieur Professionnel - Ministère de l'éducation, enseignement supérieur et recherche scientifique (MEESRS)
Chantal	BAJINYURA	Directeur Général des Bureaux Pédagogiques	Ministère de l'éducation, enseignement supérieur et recherche scientifique
François	NKUNZIMANA	Directeur	Bureau de Développement des Compétences Techniques (BDCT) au MEESRS
Felix	MPOZERINIGA	Ministre	Ministère de la fonction publique, du travail et de l'emploi (MFPTÉ)
Pascal	NSHIMIRIMANA	Directeur Général	Direction Générale de l'Administration de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation -(DGAEMFPA), Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi
Epaphras	NDIKUMANA	Secrétaire permanent	Ministère de l'Agriculture et de l'élevage
Gaspard	BANYANKIMBONA	Recteur	Université du Burundi (UB)
Séverin	NIJIMBERE	Vice-Doyen	Faculté d'Agronomie et de Biologie (FABI) / Université du Burundi (UB)
André	NDUWIMANA	Directeur du centre de recherche	FABI / UB - centre de recherche en sciences des productions animales, végétales et environnementales (CRAVE)
Jean	NDIMUBANDI	Agroéconomiste	FABI / UB
Denis	BANDUSHUBWENGE		FABI / UB
Ernest	VYIZIGIRO	Directeur	ISABU, Station de Recherche Régionale de Gisozi
Augustin	NDIKUMASABO	Directeur	ITAB Gisozi (KIRIKA)
Bonaventure	MINANI	Doyen	Faculté d'Agronomie - Université de Ngozi
François	BUTOKE	Président	Chambre sectorielle agri business
Theodomir	RISINRUMHIRWA	DG Agrobiotec et Vice-président	Chambre sectorielle agri business
Séverin	SINDAYIKENGERA	Directeur	Centre National de Technologie Alimentaire - CNTA
Claudine	MURERWA	Program manager food security & Nutrition	Conseil pour l'Education et le Développement - COPED
Astère	SIMBASHIZWEKO	Coordinateur adjoint projet PAPAB	IFDC Burundi
Charles	BIGIRINDAVYI	coordinateur national	RéseauBurundi2000Plus
Elyse	MUHORAKEYE	Coordinateur	AgriProFocus
Pontien	BIKEBAKO	Directeur Général	ONG Twitezimbere
Joris	NGABIRE	Country manager	SPARK
Janvier	NZEYIMANA		GVC, responsable développement Rural
Hercule	YAMUREMYE	Spécialiste Développement Social Supérieur	BAD
Joël	LEROY	Coordinateur international	ENABEL - Projets de formation des enseignants du post-fondamental et d'appui à la formation professionnelle
Stany	NIYONKURU		BRARUDI
Jean-François	DETRY	Coordonateur International projet PAIOSA	ENABEL

Contribution of the OKP Programme to the FNS results framework



Annex 6. Matrice des réalisations escomptées pour OKP au Burundi (in English)

- This matrix is intended to make clear that all FNS interventions within OKP should be geared to contribute coherently and measurably to common long term impacts, as defined by the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands (<https://www.dutchdevelopmentresults.nl/theme/food>);
- It is important to be aware that this matrix is subject to adjustments, in line with the Dutch development policy;
- When designing an FNS intervention, projects have to **contribute at least to one long term impact**;
- The **indicators in bold** are compulsory;
- Nuffic is currently developing an online instrument based on this matrix intended to facilitate the monitoring and evaluation of OKP projects;
- When calls for proposals will be published per country, this matrix can be made more specific by focussing on a specific long-term impact or choosing more compulsory indicators, depending on the country focus.

Objective: Contribute to End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture (SDG 2) through the strengthening of capacity, knowledge and quality of individuals as well as organisations in the fields of Technical and Vocational Education and Training and Higher Education (TVET/HE) in OKP partner countries.			
Long-term impact at programme level (link with FNS ToC)			
Long term impact	Long term impact indicator	Medium-term impact indicator	Outcome indicator (project level)
1) Reduce malnutrition	Number of people lifted out of undernourishment	<ul style="list-style-type: none"> - Number of undernourished people with improved food intake (indirectly**) - Number of undernourished people with improved access to healthy/diverse food (indirectly**) - Number of undernourished people whose nutritional situation became more resilient to shocks (indirectly**) 	<ul style="list-style-type: none"> - Number of undernourished people with improved food intake (directly*) - Number of undernourished people with improved access to healthy/diverse food (directly*) - Number of undernourished people whose nutritional situation became more resilient to shocks (directly*)
2) Promote agricultural growth	Number of family farms (sub-sector, male/female, age: % < 35) that doubled their productivity and/or income	<ul style="list-style-type: none"> - Number of family farms (sub-sector, male/female, age: % < 35) with increased productivity and/or income (indirectly**) - Number of family farms (sub-sector, male/female, age: % < 35) with improved access to input and/or output markets (indirectly**) - Number of family farms (sub-sector, male/female, age: % < 35) whose farming enterprise became more resilient to shocks (indirectly**) 	<ul style="list-style-type: none"> - Number of family farms (sub-sector, male/female, age: % < 35) with increased productivity and/or income (directly*) - Number of family farms (sub-sector, male/female, age: % < 35) with improved access to input and/or output markets (directly*) - Number of family farms (sub-sector, male/female, age: % < 35) whose farming enterprise became more resilient to shocks (directly*)
3) Create ecologically sustainable food systems	Number of hectares of farmland converted to sustainable use	<ul style="list-style-type: none"> - Number of hectares of farmland used more eco-friendly (indirectly**) - Number of hectares of farmland that became part of improved watershed/landscape management (indirectly**) - Number of hectares of farmland that agro-ecologically became more resilient to shocks (indirectly**) 	<ul style="list-style-type: none"> - Number of hectares of farmland used more eco-friendly (directly*) - Number of hectares of farmland that became part of improved watershed/landscape management (directly*) - Number of hectares of farmland that agro-ecologically became more resilient to shocks (directly*)

* Direct: target group who have been reached during project period by the new or revised outreach programme or have followed the new or revised curricula/short courses.

** Indirect: target group reached beyond the project period by graduates of the new or revised curricula/short courses.

Medium-term impact	
Outcome	Indicator
<p>I. Education system (TVET/HE) is of good quality, relevant and accessible</p> <ul style="list-style-type: none"> - delivers high skilled graduates - produces relevant knowledge - more inclusive educational environments (widened participation) 	<p>→ <i>Education</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - number of knowledge institutions that perform better - number of graduates (self) employed (male/female) - number of jobs supported/created - number of revised/newly developed curricula in NL and/or Southern partner organisation that integrate research results - number of knowledge institutions with an increased participation of students from minorities - education system represents needs of labour market/gender - graduate satisfaction (employed/non employed/self-employed) (male/female) - employers' satisfaction over the graduates' skills and knowledge <p>→ <i>Research</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - number of research results/contributions translated into policy advice at national, regional or local level <p>→ <i>Society</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - number of beneficiaries reached with knowledge, skills and techniques (indirectly**) - number of services to community (indirectly**) - number of businesses co-investing in FNS activities - number of improvements in FNS related (inter)national policies/laws (indirectly**)
<p>II. Partnerships between persons and organisations are inclusive and sustainable</p>	<ul style="list-style-type: none"> - number of MoUs or other types of formal collaboration agreements exist 1, 3, 5 years after end of project - number of joint (research) proposals submitted and financed - number of joint publications - number of joint/double degrees offered - number of academic staff of partner country still cooperates with academic staff of other education organisation(s) - number of scholarship holders that became members of the alumni association of their host university (of applied sciences) (male/female) (NL/other) - number of Dutch training education organisations that have improved their training methods - number of staff of Dutch training education organisations that have gained new insights and ways of working
<p>III. Organisations key to (sectoral) inclusive development of partner countries are strengthened by inflow of enhanced workforce</p>	<p>→ <i>Individual</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - % of alumni who state that they have implemented in their workplace the knowledge and skills gained from the interventions - % of alumni promoted to more strategic positions within their own organisation or other organisation - narratives from alumni on policy and procedural changes, inclusive development, and innovations as a result of interventions <p>→ <i>Organisational</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - % employer satisfaction on suitability of the training for the organisation - % of alumni still employed by the organisation that nominated them - % employers that states that their department/organisation has become more effective because of OKP intervention - testimonials from employers on organisational changes (implemented procedure/techniques, work ethic etc. due to trained staff (critical mass))

* Direct: target group who have been reached during project period by the new or revised outreach programme or have followed the new or revised curricula/short courses.

** Indirect: target group reached beyond the project period by graduates of the new or revised curricula/short courses.

Outcomes at project level	
Outcome	Indicator
<p>A. TVET/HE organisations (in the selected partner countries and in NL) perform better their core tasks, firmly embedded in their environment, in line with country/regional specific labour market needs & aiming at inclusiveness</p>	<ul style="list-style-type: none"> → Education <ul style="list-style-type: none"> - number of knowledge institutions supported directly - increased participation of students from minorities - number of teachers/ trainers have gained qualitative and relevant knowledge and skills to develop and offer the revised/developed study programmes (# trainers trained, male/female/minorities/PhD/MSc/short training) - number of graduates delivered (male/female/minorities degree/non-degree) (directly*) - number of curricula for degree, non-degree and short courses revised/newly developed - number of students enrolled in revised/newly developed study programmes (male/female) - student satisfaction (♂/♀) → Research <ul style="list-style-type: none"> - number of research strategies/agenda/methodologies revised/strengthened and implemented - number of relevant publications (level, gender, inclusion) - number of relevant innovations → Society <ul style="list-style-type: none"> - number of beneficiaries reached with knowledge, skills and techniques (directly*) - number of MoUs or other types of collaboration agreements signed (education, private, public, surrounding community) (in NL, own country, other country) - number of students performing an internship or practical work (male/female) - number of SMEs supported - number of improvements in (inter)national policies/laws (directly*) → Organisational <ul style="list-style-type: none"> - improved gender equality and gender awareness in the workplace - number of organisations revised/developed and implemented a strategic plan - number of organisations revised/developed institutional mechanism for quality assurance - number of organisations with a revised/developed system to register and monitor its alumni - number of organisations have developed and implemented a system to regularly survey the satisfaction of students, short courses participants, graduates and/or employers - number of laboratories established/strengthened - number of libraries/resource centres established/strengthened - % of men and women in management of faculty/department - % of men and women of teaching staff of faculty/department - number of organisations with improved policies or procedures to encourage access to education of minorities - diversity in participation of project activities for management and teaching staff (i.e. balance junior/senior staff, women/men, ethnic diverse) - number of organisations with policies and procedures to ensure an environment which is gender sensitive - number of organisations with policies and procedures to ensure an environment which is conducive for minorities

<p>B. Enhanced knowledge and skills of individuals and organisations (in partner countries and in the NL) in line with country/regional specific labour market needs & aiming at inclusiveness</p>	<p>→ <i>Individual</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - number of scholarship holders that have successfully completed course/training (level/male/female/minorities) - % scholarship holder's/alumni satisfaction - % of scholarship holders/alumni employed post-study within region and same employer (men/women) - % of scholarships awarded to women - % of scholarships awarded to minorities - % of quota for scholarships for women - % of quota for scholarships for minorities - number of stimulating measures/extra facilities aimed at preparation, supervision and aftercare of female candidates - number of stimulating measures/extra facilities aimed at preparation, supervision and aftercare of minorities - % alumni who state that they have acquired new knowledge and skills; e.g. problem solving, effective communication - % alumni who are promoted/ upgraded to a more senior position post-study - changes in personal, academic and professional attitudes and attributes through training and education programmes - improved gender equality and gender awareness in the workplace <p>→ <i>Organisational</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - number of organisations strengthened by individual and/or group training (private/public) - alumni implement the acquired knowledge and skills within their working environment - employers satisfaction on the added value of return scholars to the initial working environmental - number of organisations with institutional mechanism for quality assurance - number of organisations developed and implemented a gender strategy
---	---

* Direct: target group who have been reached during project period by the new or revised outreach programme or have followed the new or revised curricula/short courses.

** Indirect: target group reached beyond the project period by graduates of the new or revised curricula/courses.